



LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



En Marche... vers la recentralisation des pouvoirs !

« **N**i information, ni consultation, ni concertation », tel est le précepte du Président Macron à l'égard des territoires depuis le début de son mandat.

Dernier exemple en date dans notre Département : c'est par un simple formulaire d'urbanisme que le maire de Limeil-Brévannes a découvert que le Ministère de la Justice envisageait de construire une prison semi-ouverte dans sa commune, au pied d'un quartier d'habitation récent, d'une future gare du premier téléphérique urbain d'Ile-de-France et d'une zone d'activités en devenir.

Qu'il s'agisse de sujets nationaux ou locaux, **l'Etat a décidé de se passer des collectivités locales.** Aujourd'hui, les élus locaux, toutes tendances confondues, s'accordent à considérer que la confiance entre l'Etat et les collectivités territoriales est rompue et que **la recentralisation des pouvoirs est « En Marche »... forcée !**

S'agissant des finances publiques, les efforts demandés aux collectivités sont disproportionnés : après les 11,5 Mds€ d'économies imposés par F. Hollande entre 2014 et 2017, cela continue et s'accroît maintenant sous le quinquennat d'E. MACRON qui demande 13 Mds€ d'économies aux collectivités.

Que les collectivités locales participent au redressement des finances publiques, c'est naturel et nécessaire mais l'Etat, responsable de 80% de la dette publique, ne devrait-il pas commencer par s'appliquer à lui-même les leçons de gestion qu'il impose aux collectivités ?

Où est la réforme de l'Etat promise par le Président de la République ? Quelles économies l'Etat réalise-t-il ?

Rappelons tout de même que le Gouvernement s'octroie le droit pour 2018 d'augmenter le déficit de l'Etat de 7,3 Mds € !

S'agissant de l'organisation territoriale de l'Ile-de-France, que le Président Macron veuille simplifier ce qu'il est coutume d'appeler le « mille-feuille » territorial s'entend. Ce mille-feuille érigé par le Gouvernement socialiste, auquel l'actuel Président de la République appartenait, n'est évidemment pas tenable. Mais le Président de la République souhaiterait supprimer les départements de petite couronne et les fondre dans un Paris XXL non identifié et non identifiable.

Tout cela dans quel but ? Toujours le même : **recentraliser les pouvoirs.**

F. Hollande et le Gouvernement socialiste ont déjà confisqué aux maires les compétences en matière d'assainissement, de déchets, d'habitat, d'aménagement, de politique de la ville... au profit de la Métropole et des territoires. Demain on envisage de priver les départements de leurs compétences et même de les supprimer, au profit de cette même échelle ! Dans le même temps, on étrangle financièrement les collectivités locales, privant même les communes de leur ressource fiscale la plus importante en supprimant la taxe d'habitation.

Comment ne pas penser qu'on se dirige purement et simplement vers la suppression

de la démocratie locale et de nos collectivités de proximité ? Et dans tout cela, c'est bien nos concitoyens qui y perdront ! Et en premier lieu les plus fragiles.

Pour parachever sa volonté de tout contrôler seul depuis l'Elysée, le Président Macron décide également de s'en prendre aux libertés du Parlement. Sous couvert de moderniser les Institutions et de les rendre plus efficaces, il souhaite restreindre les marges de manœuvre des Parlementaires dans la rédaction de la Loi.

Et que dire encore de cette intention d'instaurer une dose de proportionnelle dans les élections législatives, créant ainsi une nouvelle catégorie de Députés hors-sol, totalement inféodés aux partis politiques ? Au-delà des risques institutionnels que fait peser cette mesure, **comment ne pas y voir là encore une volonté de priver les territoires de leur légitime droit à la parole ?**

Ce parti pris Elyséen est un très mauvais signal car **la démocratie locale n'est pas une vulgaire rustine. C'est la clé de l'avenir. De notre avenir commun ! ■**

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Déborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement